



## INDRE ET LOIRE : FERMETURES DE LITS = SUPPRESSIONS DE POSTES

Tours, le 26 octobre 2017

Dans toute la France, ce sont au moins 22 000 suppressions de postes et 16 000 fermetures de lits programmées par la loi Santé. En Indre et Loire, aucun hôpital, ehpad...n'est épargné : à Amboise menace sur le centre de périnatalité, à Chinon sur la maternité, à Loches etc.

Au CHU, le plan **COPERMO**, (Comité interministériel de Performances et de la Modernisation de l'Offre de soins) rebaptisé plan **Horizon 2026**, prévoit 400 suppressions de postes et de lits.

Des milliers d'agents hospitaliers, de patients, d'habitants de Tours, et de la région et au-delà ont signé une pétition demandant le retrait de ce plan COPERMO, le maintien des postes, des lits et des différents sites (Clocheville...)

Depuis ces dernières semaines les restructurations s'accroissent : En cardio : 5 lits En orthopédie : 12 lits En ORL et OHP : 11 lits. En neurochirurgie : 6 lits



A chaque fois, bien que la direction masque la réalité le plus longtemps possible, il y a au moins autant de postes que de lits qui disparaissent.

A chaque fois les pressions sont faites sur les collègues pour qu'elles fassent soi-disant des choix.

Derrière chaque restructuration, il y a des drames :

- pour des patients qui ne vont pas être hospitalisés dans le bon service ou qui vont subir l'ambulatoire à tout va (hospitalisation de quelques heures sans passer une nuit à l'hôpital),
- pour les collègues qui vont devoir quitter un service alors qu'elles ou qu'ils ne le souhaitent pas. Les répercussions sont parfois lourdes : baisse des primes, modifications des horaires avec conséquences sur la vie de famille, pressions de tous ordres, etc...

**Le Gouvernement impose aux Directeurs de CHR, via les ARS des réorganisations qui opposent les pôles, les services et les équipes les uns contre les autres. Des médecins sont opposés à ce plan. Ils essaient de limiter les dégâts. Les personnels résistent et veulent conserver les effectifs nécessaires pour travailler dans des conditions correctes et humaines.**

**Nous voulons : Maintien des postes, des lits, des sites.  
Nous refusons la destruction de notre hôpital public.  
Nous demandons l'abrogation de la loi santé et  
le maintien d'un vrai service public de santé à l'Hôpital.**

Des milliers de collègues, de patients, ont réaffirmé cela en signant la pétition contre les suppressions de lits et de postes, que nous remettrons à la Direction générale le 20 novembre 2017.

## **RASSEMBLEMENT à BRETONNEAU devant la direction générale**

**LUNDI 20 NOVEMBRE à 14H30**

Nous appelons les agents hospitaliers, les patients, les habitants de Tours et de la Région à venir remettre les pétitions à la Direction Générale.

# CHRU de TOURS : FERMETURES DE LITS = SUPPRESSIONS DE POSTES

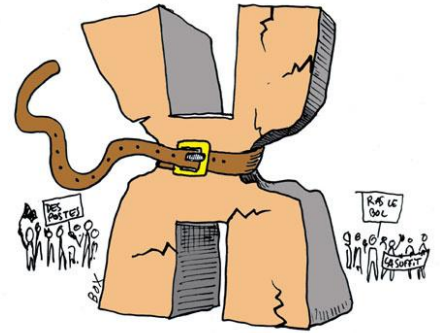
## Nous les refusons !

Tours, le 26 octobre 2017

Les fermetures de lits dans les services de soins ont des répercussions immédiates sur les prises en charge, sur l'accueil des patients et sur nos conditions de travail : **comment mieux soigner avec moins de lits et moins de postes ?**

Le discours de la direction ne doit pas nous faire oublier que ce projet COPERMO arrive sur un établissement déjà en difficulté, déjà sous pression, déjà malmené : les politiques de gestion des ressources humaines, de management, empirent. Les DRH changent mais leur gestion est la même :

- Réductions des moyens de remplacements,
- Refus des réintégrations,
- Refus des demandes de mutation pour venir au CHU de Tours,
- Des mesures disciplinaires qui se poursuivent,
- Des droits à la formation qui s'amenuisent,
- Des accidents du travail qu'on ne reconnaît plus,
- Des demandes de formations, d'accès aux concours, de financement qui se complexifient et se raréfient,
- Des mesures contre l'expression des personnels (refus d'autorisation de participer à une formation syndicale, à une heure d'information),
- Des entraves faites aux représentants du personnel,
- Des procédures floues et mal appliquées (révision de notes, se déclarer gréviste, etc.),
- Des mesures dites sociales non réévaluées depuis des années : places en crèche, parking,
- Des protocoles, des procédures compliquées à suivre, à appliquer, à comprendre, sous peine de sanctions (postuler pour un poste, changement de service),
- Des situations individuelles qui explosent et nous alarment tous,
- Des situations collectives avec des souffrances d'équipe non prises en compte...



**Nous faisons toutes et tous ces constats. Nous les refusons !**  
**Nous ne laisserons pas ces politiques de gestion détruire notre santé,**  
**nos emplois, notre hôpital public !**

**RASSEMBLEMENT à BRETONNEAU**

**Devant le Direction Générale**

**LUNDI 20 NOVEMBRE à 14H30**

**Soyons nombreuses et nombreux à nous mobiliser !**